

Les sans-papiers, un marché lucratif pour d'anciens « étrangers »

Le journaliste africain Kilosho Barthélémy a rencontré des femmes et des hommes qui ont payé pour travailler. Ils le font sous une fausse identité.

La nécessité de trouver un emploi pousse certains sans-papiers à « louer » des papiers d'identité à des personnes qui sont à leur tour d'anciens étrangers. C'est ce qui est arrivé à Assia, une jeune femme originaire du Cameroun, dont la demande d'asile a été rejetée par le canton de Berne en 2005.

Sans espoir de retour au pays, sans logement fixe, ni couverture médicale, elle rallie Genève en 2005. Là, elle entre en contact avec une femme, d'origine asiatique, qui lui propose d'utiliser son identité pour décrocher un emploi dans les environs de Genève. Une commission est fixée sur le futur salaire d'Assia. Grâce à ces vrais-faux papiers, la jeune femme va effectivement décrocher un job à temps partiel dans une petite fabrique d'emballages. Durant trois mois, le système fonctionne sans accroc. Le salaire est viré sur le compte du propriétaire légal des documents d'identité, et la somme est transmise à l'intéressée, après déduction d'une commission...

Mais après six mois, la source se tarit. L'« amie » d'Assia capte désormais l'intégralité de son salaire... Coupée de toute ressource, la jeune africaine est contrainte d'informer son employeur au sujet de sa vraie identité. Et celui-ci la renvoie. L'argent n'arrivant plus sur le compte de la connaissance d'Assia, les choses se corsent. Celle qui profitait de cette situation imagine qu'elle est à son tour victime d'une sorte d'arnaque de la part d'Assia. Elle menace de la dénoncer aux autorités publiques si elle ne lui donne pas sa commission.

A Lausanne, nous avons rencontré deux sans-papiers africains qui se trouvent dans une situation semblable. Ils travaillent dans des restaurants. Mais n'osent pas dénoncer les personnes qui leur prêtent leur identité. Voilà plus de deux mois qu'ils n'ont pas reçu de salaire. Compte tenu de la rudesse du travail, ils ont décidé d'abandonner le coup, sans dénoncer la personne qui leur a soutiré leur argent, par peur d'une sanction.

A Zurich, certaines travailleuses sans-papiers - employées sous des faux noms, dans des salons de coiffure ou des bars - font aussi les frais de ce système. Les employeurs agissent souvent en connivence avec les propriétaires des documents. Les sans-papiers sont payés de façon dérisoire, ou alors, pas du tout.

Kilosho Barthélémy